

L'OTAN : Toujours utile aujourd'hui ?



Siège de l'OTAN, à Bruxelles

Un peu plus de 70 ans après la création de l'organisation le 4 avril 1949, Emmanuel Macron établissait l'année dernière à la mi-novembre un diagnostic de « mort cérébrale » de l'OTAN. Cette alliance politico-militaire réunissant aujourd'hui trente États est plus que jamais remise en question par la situation géopolitique. Le constat du président français peut paraître à première vue exagéré, mais il soulève néanmoins de réels questionnements quant à l'unité et l'utilité de cette alliance.

Le 2 décembre 2019, le quotidien *Le Monde* publiait deux tribunes libres esquissant les problèmes et les désaccords au sein de l'Alliance transatlantique. Ces tribunes faisaient alors directement écho aux déclarations du président et paraissaient la veille du sommet de Londres qui s'est tenu les 3 et 4 décembre 2019.

Après un début d'année 2020 mouvementé à la fois sur le plan sanitaire et géopolitique, le quotidien est revenu le 9 juillet 2020 sur le sujet en publiant une nouvelle tribune qui présente les défis et enjeux de l'organisation.

Que faut-il penser de la déclaration d'Emmanuel Macron ? Le politologue et directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique, Bruno Tertrais, estime (tribune du 2 décembre 2019) que le diagnostic de « mort cérébrale » est « très exagéré ». L'organisation a survécu à de nombreuses crises existentielles dans son histoire et elle semble toujours s'en être remise. Selon lui les tensions actuelles au sein de l'Alliance sont liées à trois facteurs. En premier lieu, les États européens doutent de plus en plus du « parapluie » militaire américain, notamment à cause de l'engagement des États-Unis en Asie. Il faut à cela ajouter l'instabilité politique de Washington sur les questions militaires internationales. Enfin, l'organisation est en proie à un conflit interne causé par l'orientation stratégique de la Turquie, qui achète entre autre des systèmes de défense russes et qui ne semble pas partager des intérêts communs avec tous les pays membres.

L'Amérique est cependant au cœur des problèmes de l'Alliance, principalement parce que cette dernière ne peut fonctionner sans investissement de sa part. Face au désintérêt de M. Trump pour l'OTAN, de nombreux objectifs semblent inatteignables et certains de ses partenaires sont devenus sceptiques quant à l'utilité de l'organisation.

Il faut cependant noter que l'Alliance « n'a jamais incarné une convergence des visions du monde » et que la crise actuelle n'est pas la première qui remet en question la solidarité entre les États membres. Ainsi le problème syrien s'inscrit dans une longue tradition de désaccords stratégiques au sein de l'organisation. Par ailleurs, l'investissement militaire des États-Unis sur le sol européen n'a pas été réduit et les liens commerciaux et financiers transatlantiques demeurent très forts.

Pour Bruno Tertrais, « la voie choisie par la France est la bonne » : miser sur le développement des capacités européennes, car c'est une stratégie qui renforce l'unité de l'Alliance tout en fournissant une assurance en cas de rupture brutale de celle-ci. L'Europe doit cesser de prendre des décisions politiques et commerciales qui font plaisir aux Américains, et se concentrer sur les intérêts communs qui la rendent plus forte et unie. S'agissant de la Turquie, il estime qu'il vaut mieux « garder le trublion sous notre tente » d'autant plus que la Grèce « est terrorisée d'une sortie d'Ankara de l'Alliance ».

Si l'organisation veut célébrer son centenaire en 2049, elle devra d'abord faire face aux désaccords majeurs entre ses membres. Les pays européens devront quant à eux veiller à la bonne entente avec les États outre-Atlantique et miser sur une entraide européenne solide et fiable.

La survie de l'OTAN résiderait cependant pour certains dans la réussite des relations franco-allemandes vis à vis de l'évolution stratégique globale et ne dépendrait pas forcément du problème américain. Selon la directrice de l'Institut allemand de politique étrangère (DGAP) et spécialiste des relations entre l'Europe et les États-Unis Daniela Schwarzer (tribune du même 2 décembre 2019), ce sont les divergences de point de vue entre Berlin et Paris qui mettent l'Alliance à l'épreuve.

Les deux gouvernements sont conscients que l'organisation est menacée de l'intérieur en raison des doutes suscités par la politique de M. Trump et reconnaissent que l'Europe « subit des pressions de la Chine et de la Russie en termes sécuritaires, géopolitiques et économiques ». Les deux pays sont également conscients qu'ils doivent redoubler d'efforts pour veiller à leur propre défense, étant donné le rôle crucial qu'ils jouent au sein des relations européennes.

« Les remarques du président Macron dans *The Economist* ont été mal comprises » souligne Daniela Schwarzer. Elle estime que le président voulait insister sur la notion de « cérébral » et non de « mort » et c'est à cause de ce malentendu que la chancelière allemande, ainsi que d'autres ministres et parlementaires européens, ont aussitôt pris la défense de l'OTAN. L'Allemagne semblait craindre que cette critique soit mal perçue aux États-Unis, car elle est convaincue que l'Europe n'est pas capable d'assurer sa défense sans le « bouclier nucléaire et les troupes américaines ». Berlin rappelle souvent l'importance de l'unité européenne concernant sa sécurité mais l'OTAN semble rester une priorité pour le pays.

C'est ici que les visions franco-allemandes divergent, car Paris semble plutôt se porter au-delà de l'OTAN, dans une optique d'autonomie stratégique purement européenne. Daniela Schwarzer précise que dans ce contexte, « la priorité accordée par la France à l'amélioration de la capacité de gestion de crise est difficile à concevoir aux yeux des Allemands ». Le gouvernement allemand tente d'avancer de manière progressive et se concentre sur des mesures qui lui paraissent réalisables, tandis que les remarques de M. Macron prouvent la volonté de brusquer les choses pour avancer.

Malgré des différences notables sur les questions de sécurité européenne, les deux pays semblent néanmoins d'accord sur l'essentiel, à savoir « qu'une Europe forte et souveraine doit être au cœur de tous les efforts visant à améliorer la sécurité sur notre continent dans un monde qui change vite ».

La coopération franco-allemande devra à nouveau permettre de trouver un terrain d'entente à partir de positions divergentes, conclut-elle, et tous les questionnements concernant l'avenir de l'OTAN sont sur la table. Les deux pays doivent donc agir ensemble au niveau européen afin de renforcer la capacité de l'UE et de l'OTAN à agir sur le plan international.

Dans une tribune publiée plus récemment (le 9 juillet 2020), le chercheur à l'Institut français de géopolitique et à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre Mongrenier, affirme que les remarques de M. Macron à l'égard de l'OTAN manifestent « une certaine désinvolture » et qu'il convient de rappeler « l'importance stratégique et géopolitique » de l'organisation.

Il souligne dans un premier temps le « raisonnement vaniteux » et « l'illettrisme stratégique » de certains chefs d'Etat européens, en faisant remarquer que la défense de l'Europe par les États-Unis est souvent vue comme un avantage acquis par un contrat historique, ou que les Américains sont parfois désignés comme militairement engagés en Europe uniquement dans leur propre intérêt. Il serait par conséquent tout à fait possible de limiter l'effort européen sans mettre en péril l'Alliance.

Mais pour l'auteur, ce raisonnement résulte d'une mauvaise analyse de la situation. Si les États-Unis se désengageaient de l'OTAN, ce retrait mettrait certes à mal leur puissance, mais « les conséquences seraient plus graves encore pour les alliés européens dont l'unité et la défense mutuelle reposent en grande partie sur la vitalité de cette alliance ».

L'idée d'une défense continentale pour prendre le relai de l'OTAN semble impossible à mettre en place actuellement, car elle présuppose une « transformation de l'UE en un acteur géostratégique global », et il est difficile d'entrevoir les piliers qui pourraient supporter un tel changement. A la vue de la Russie qui reconstitue une force d'opposition majeure, l'OTAN est plus que jamais la meilleure réponse des pays européens. L'Alliance permet aussi de mutualiser la recherche de solutions aux problèmes du Moyen-Orient, et elle apporte un contrôle de la mer Méditerranée partagé entre les pays membres. Dans cette optique, Mongrenier serait pour la construction d'un deuxième porte-avions français capable d'assurer une « permanence à la mer ».

L'OTAN constitue selon lui aujourd'hui « l'avantage comparatif de l'Occident » face à des puissances comme la Russie et la Chine qui prennent de plus en plus d'ampleur. C'est également pour cela que la France ne doit pas négliger cette alliance. Elle occupe des positions fortes en son sein, ce qui lui permet de s'affirmer comme puissance mondiale outre-mer. A l'avenir, la défense de son propre territoire reposera également sur des liens étroits avec les États-Unis et c'est pour cela que les déclarations de M. Macron choquent. Pour l'heure, il vaudrait mieux rechercher l'unité plutôt que d'essayer de faire bande à part, conclut-il.

Le résultat des élections américaines de novembre 2020 va changer la donne. Joe Biden a déjà annoncé qu'il reviendra à une politique plus traditionnelle vis-à-vis des partenaires des États-Unis. L'engagement renouvelé de Washington dans l'OTAN pourrait faire taire les doutes au sujet de son utilité. Néanmoins les divergences franco-allemandes révélées par les déclarations du président français devraient perdurer, car Paris et Berlin n'ont pas exactement la même vision du rôle des États-Unis en Europe.

Alexandre SCHÜTZ (Terminale 11), le 25 novembre 2020